

Pouvoir d'emprunt—Loi

Je veux faire remarquer une chose, monsieur l'Orateur. Nous avons déjà à acquitter tant de taxes cachées que le gouvernement n'a vraiment d'autre choix aujourd'hui que d'emprunter des banques. Il a déjà épuisé les caisses de retraite, les sources de revenus canadiennes et traditionnelles ainsi que les banques canadiennes. Il lui faut maintenant aller quêter des fonds auprès des banques étrangères. C'est là une chose que devrait interdire la constitution, monsieur l'Orateur, car cela fait sortir des ressources de notre pays. Ce sont là des ressources dont nous avons grand besoin dans le secteur énergétique de même que dans le secteur de l'enseignement afin de former et de préparer nos jeunes à vivre dans le XXI^e siècle et à bénéficier de toutes les possibilités qui les attendent. Ce sont là des ressources dont nous avons besoin pour conserver et appliquer une politique intérieure éclairée.

M. David Kilgour (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, je prends la parole aujourd'hui pour traiter du bill C-59 qui, s'il est adopté, autorisera le gouvernement à emprunter 14 milliards de dollars pour l'exercice 1981-1982.

Je commence par signaler, monsieur l'Orateur, qu'il n'y a pas un seul député néo-démocrate à la Chambre en ce moment.

M. Knowles: Vous savez bien que ce n'est pas vrai!

M. Kilgour: Le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) vient d'entrer à la Chambre, mais il a eu l'occasion de parler du bill dont nous sommes saisis. Aucun député néo-démocrate n'a l'intention de participer au débat, du moins pas cet après-midi, autant que je sache.

M. Knowles: Où étiez-vous hier soir?

M. Kilgour: Nous avons un nouveau bébé à la maison.

Des voix: Bravo!

M. Kilgour: J'apprécie les applaudissements, mais ils ne m'étaient sûrement pas adressés. Je suis heureux aussi que les députés me taquinaient maintenant car, croyez m'en, d'ici que j'aie fini mon propos ils auront probablement quitté la Chambre. Ils n'aimeront sûrement pas ce que j'ai à dire.

J'aimerais montrer ce que c'est vraiment que 14 milliards de dollars. Pour la plupart d'entre nous, c'est un nombre à neuf zéros, c'est-à-dire quelque chose d'absolument incompréhensible. Prenons, par exemple, une maison individuelle de trois chambres à coucher qui coûterait \$80,000. C'est évidemment plus cher que la moyenne des maisons dans certaines localités et peut-être moins cher que dans d'autres. Malheureusement, il n'est pas rare aujourd'hui que les gens doivent payer ce prix pour une maison dans de nombreux endroits du Canada. D'après mes calculs, 14 milliards de dollars permettraient d'acheter 175,000 de ces maisons. Incidemment, cela suffirait à loger, en maison unifamiliale, je le souligne, huit personnes sur dix dans une ville comme le Grand Calgary, trois personnes sur quatre dans une ville comme le Grand Edmonton, huit personnes sur dix dans une ville comme le Grand Winnipeg, Québec ou Hamilton, et près de 40 p. 100 de la population de Vancouver. Monsieur l'Orateur, songez donc à tout ce que cet argent représente.

Ce dont il s'agit vraiment dans ce bill, c'est d'inflation. De plus en plus de Canadiens se rendent compte que c'est vraiment de cela qu'il s'agit lorsqu'on parle de 14 milliards de

dollars. C'est pourquoi je crois que plus de vingt assemblées législatives des États de l'Union américaine ont adopté des projets d'amendement constitutionnel interdisant au gouvernement fédéral d'approuver des budgets. La population des États-Unis et du Canada commence à se rendre compte que des déficits conduisant à des bills comme celui-ci sont la cause de l'inflation.

Je dis qu'une grande partie de ces 14 milliards de dollars que nous réclamons ces économistes absolument démentés de l'autre côté de la Chambre sera en fin de compte imprimée sous forme de billets ou, comme ils préfèrent dire, monétisée par la Banque du Canada. Ils n'auront qu'à appuyer sur le bouton de mise en marche de la planche à billets de la Banque du Canada. Voilà comment le gouvernement comble son déficit. Par euphémisme, on appelle cela la monétisation de la dette. C'est ce que les députés d'en face vont faire s'ils s'en tiennent à leur pratique des huit dernières années. Je crois que si, l'année dernière, la plupart des Canadiens avaient su ce qui se passe, à savoir que le gouvernement imprime des billets, ils n'auraient pas élu un seul député libéral dans le pays.

Des voix: Bravo!

M. Kilgour: Évidemment, les députés d'en face savent que, jusqu'à présent, la plupart des Canadiens ignorent ce que signifie faire fonctionner la planche à billets. Le gouvernement continue à compter sur le fait que la plupart des Canadiens ignorent ce qu'il a fait depuis huit ans du pouvoir d'achat de l'argent que ceux-ci ont durement gagné. Le gouvernement préfère prétendre que la Californie, le Japon, les syndicats, les milieux d'affaires, l'opposition et le député de Winnipeg-Nord-Centre sont responsables de l'inflation. Il préfère s'en prendre à tous ceux qui lui tombent sous la main.

Je voudrais vous expliquer jusqu'où peut mener l'inflation. Je tiens à rappeler ce que le mark allemand est devenu sous la république de Weimar, c'est-à-dire durant les années 20. Une bonne partie de mes commettants sont de souche allemande et ils savent que je suis un fervent admirateur de l'Allemagne de l'Ouest qui a réalisé des progrès fracassants depuis la Seconde Guerre mondiale et qui a su tirer les leçons des conséquences d'un système de gestion économique analogue à celui que les députés d'en face nous imposent depuis des années.

J'ai en main un billet de 100 marks datant de 1908, monsieur l'Orateur. Le suivant est un billet de 1,000 marks datant de 1922. Le suivant, un de 5,000 marks émis en novembre 1922. Et le suivant . . .

M. Lalonde: C'est un billet de cinq millions de marks?

M. Oberle: Voulez-vous que je vous lise le montant?

M. Kilgour: Oui.

● (1630)

Le suivant est un billet de 50,000, daté de novembre 1922. Cela devient très intéressant. En voici un de 100,000 marks de février 1923. En octobre 1923, un billet de 100 millions de marks a été émis. Le suivant, daté de décembre 1922, est . . . qu'est-ce que mille millions?

M. Oberle: Un milliard.